

**M. Patrick LEFEBVRE**

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

**SAS CHAUFFE CONFORT PLUS**

8 avenue Gabriel Péri — 69200 Vénissieux

**PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)**

*Fait le 24/03/2026*

**Objet : DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX - J+8 — Constat de non-reponse**

## **DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX**

---

[Lettre recommandée avec accusé de réception]

À : SAS CHAUFFE CONFORT PLUS [ADRESSE\_ADVERSE\_3] 69200 Vénissieux

Villeurbanne, le [date du jour]

Objet : Dernière relance avant contentieux – Installation non conforme d’une pompe à chaleur – Dossier DJ-EXEMPLE-2026

Madame, Monsieur,

Je fais suite à la mise en demeure adressée à votre attention le 15 décembre 2025, restée à ce jour sans aucune réponse de votre part, et ce, en dépit du délai de quinze (15) jours qui vous avait été imparti pour vous manifester.

Je constate formellement votre silence persistant, alors même que les griefs exposés sont d’une particulière gravité et dûment étayés par les pièces du dossier, notamment le rapport d’expertise du 18 novembre 2025

(cabinet EXPERTS RHÔNE), lequel établit sans ambiguïté la non-conformité manifeste de l'installation de la pompe à chaleur air/eau facturée 26 000 € (marque « EcoHeat Pro » non répertoriée, COP réel mesuré à 0,97, puissance réelle 4,2 kW au lieu des 14 kW annoncés).

À ce jour, la somme totale de quarante-huit mille euros (48 000 €) demeure due à M. Patrick LEFEBVRE, au titre de la restitution des sommes indûment perçues pour des travaux non conformes et entachés de vices rédhibitoires, outre les intérêts de retard calculés conformément à l'article 1231-6 du Code civil, courant à compter de la première mise en demeure, soit au taux légal en vigueur.

Je vous rappelle que votre responsabilité contractuelle et délictuelle est pleinement engagée, en application des articles 1792 et suivants du Code civil relatifs à la garantie décennale des constructeurs, ainsi que de l'article 1217 du Code civil (exécution forcée en nature, réduction du prix, résolution du contrat, réparation du préjudice). Par ailleurs, les manquements relevés relèvent également des dispositions protectrices du Code de la consommation (articles L.217-4 et suivants relatifs à la conformité des biens et L.121-2 relatifs aux pratiques commerciales trompeuses).

En conséquence, à défaut de régularisation intégrale de la situation et de réponse écrite de votre part dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception de la présente, je me verrai contraint d'engager sans autre avis une procédure judiciaire à votre encontre devant la juridiction compétente, aux fins d'obtenir la résolution du contrat, la restitution des sommes versées, la réparation intégrale du préjudice subi, ainsi que l'allocation de dommages et intérêts et la prise en charge des frais de procédure.

Je vous invite donc, une ultime fois, à prendre attache dans les plus brefs délais afin d'éviter l'engagement d'un contentieux dont vous porterez l'entière responsabilité.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature] Pour M. Patrick LEFEBVRE [ADRESSE\_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

Pièces jointes :

- Mise en demeure du 15/12/2025
- Rapport d'expertise EXPERTS RHÔNE (18/11/2025)
- Factures et justificatifs de paiement
- Notification ANAH
- Photos et constats des désordres

## Decompte actualise des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
<b>Total reclame</b>	<b>50169.64 EUR</b>

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

**Note de solidarite :** La presente relance a ete adreesee, en copie et aux memes fins, aux parties suivantes :

- SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS (Société commerciale — coordinateur des travaux)
- EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE (Sous-traitant travaux d'isolation)

***M. Patrick LEFEBVRE***

*(Document certifie et borodate)*

**Avertissement important :** Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.